

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/VAL/W/88

24 septembre 2001

(01-4522)

Comité de l'évaluation en douane

PROJET

RAPPORT (2001) DU COMITÉ DE L'ÉVALUATION EN DOUANE AU CONSEIL DU COMMERCE DES MARCHANDISES

GÉNÉRALITÉS

1. L'Accord sur la mise en œuvre de l'article VII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (l'Accord) est entré en vigueur le 1^{er} janvier 1995. Le présent rapport couvre l'année 2001. Il traite des travaux entrepris par le Comité de l'évaluation en douane (le Comité) dans le cadre des objectifs de l'Accord, qui sont les suivants: assurer plus d'uniformité et de certitude dans la mise en œuvre des dispositions de l'article VII du GATT de 1994; établir un système équitable, uniforme et neutre d'évaluation en douane des marchandises, qui exclut l'utilisation de valeurs en douane arbitraires ou fictives; faire en sorte que la base de l'évaluation en douane des marchandises soit, dans la mesure du possible, la valeur transactionnelle des marchandises à évaluer; et assurer des avantages supplémentaires au commerce international des pays en développement.

2. Pendant la période considérée, le Comité a tenu quatre réunions formelles, le 9 mars (G/VAL/M/19), le 11 avril (G/VAL/M/20) sous la présidence de M. Remo Moretta (Australie), le 24 juillet (G/VAL/M/21) et le 2 octobre 2001 (G/VAL/M/22, à paraître) sous la présidence de M. K.J. Weerasinghe (Sri Lanka). À la réunion du 11 avril, le Comité a élu M. K.J. Weerasinghe (Sri Lanka) à la présidence pour 2001. [À la réunion du 2 octobre, le Comité a élu XXX à la vice-présidence pour 2001]. Il est aussi prévu que le Comité se réunisse le 25 octobre 2001. Toutefois, les débats de cette réunion ne seront pas consignés dans le présent rapport.

3. Tous les Membres de l'OMC peuvent participer aux travaux du Comité. En outre, les gouvernements auxquels le Conseil général de l'OMC a accordé le statut d'observateur ont assisté aux réunions du Comité en qualité d'observateurs. À la réunion d'avril 1997, le Comité a accordé le statut d'observateur aux organisations qui avaient obtenu ce statut sur une base *ad hoc*, à savoir la CNUCED et l'OMD, ainsi qu'au Groupe ACP et à la BID. Le Comité a pris note du fait que la Banque mondiale et le FMI avaient le statut d'observateur en vertu des accords entre ces organisations et l'OMC.

4. Le règlement intérieur du Comité, approuvé par le Conseil du commerce des marchandises, figure dans le document G/L/146.

MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD

5. Au début de la période considérée, sept pays en développement Membres continuaient de différer l'application de l'Accord, conformément aux dispositions de son article 20:1 (pour 49 Membres, le délai d'application a expiré durant l'année 2000). À la fin de la période considérée (c'est-à-dire au 31 décembre 2001), le délai d'application aura expiré pour ces sept Membres. À la date de distribution du présent rapport, 18 Membres avaient obtenu des prorogations du délai d'application conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'annexe III, prorogations qui ont expiré pour onze d'entre eux. Quatre demandes de prorogation sont toujours en suspens, en attendant

l'accord des Membres. Le Comité est convenu que les textes des législations nationales de ces pays en développement Membres lui seraient communiqués avant que ces pays ne commencent à appliquer les dispositions de l'Accord (G/VAL/5, paragraphe B.2 ii)).

6. À ce jour, 14 Membres ont présenté des communications indiquant que leur législation, notifiée au titre de l'Accord relatif à l'évaluation en douane du Tokyo Round restait valable dans le cadre de l'Accord sur l'évaluation en douane de l'OMC (ce nombre exclut les membres de la CEE pris individuellement); 45 autres Membres ont notifié soit l'intégralité de leur législation nationale relative à l'évaluation en douane, soit les modifications qui y ont été apportées; 68 Membres (dont sept bénéficient d'une prorogation au titre du paragraphe 1 de l'annexe III, quatre ont demandé une prorogation et trois ont encore un délai au titre de l'article 20:1) n'ont pas encore présenté de notification (voir l'annexe).

ACTIVITÉS DU COMITÉ

7. À la réunion de mars 2001:

- le Comité a adopté une décision accordant une réserve au titre du paragraphe 2 de l'annexe III pour la Jamaïque (G/VAL/40). Il a pris note du retrait par le Nicaragua de sa demande de prorogation au titre du paragraphe 1 de l'annexe III.

8. À la réunion d'avril 2001:

- le Comité a examiné les législations nationales du Brésil, de la Colombie, de la Jamaïque, de l'Oman, de la République kirghize, de la Roumanie et de l'Uruguay ainsi que les réponses fournies par la Colombie, la Jamaïque, l'Oman et l'Uruguay à la liste de questions. Il a achevé son examen de l'ensemble de ces législations et de ces réponses, sauf celles de la Colombie et de l'Uruguay, qui attendaient d'être traduites en anglais;

- le Comité a pris note des renseignements figurant dans le document G/VAL/2/Rev.12 qui contient la liste des Membres ayant invoqué les dispositions de l'Accord sur l'évaluation en douane concernant le traitement spécial et différencié. Il a également pris note du document G/VAL/W/76/Add.1 qui contient un état mis à jour des prescriptions en matière de notification conformément aux décisions de prorogation et aux réserves concernant les valeurs minimales, et des notifications présentées au titre des décisions relatives aux prorogations de délai et aux réserves concernant les valeurs minimales;

- le Comité a examiné la proposition des Communautés européennes relative à un projet de programme de travail destiné à relancer les travaux du Comité sur l'assistance technique. L'orientation générale de cette communication a été approuvée, mais certaines délégations ont dit qu'il leur fallait plus de temps pour l'étudier. Il a été convenu qu'elle serait examinée à la réunion suivante du Comité. Le Comité a aussi pris note d'une mise à jour du programme d'assistance technique du Secrétariat de l'OMC;

- le Comité a entendu les questions de l'Inde concernant certains aspects de la politique d'évaluation des Communautés européennes ainsi que les réponses des CE. Le Président a instamment demandé que des consultations bilatérales aient lieu pour résoudre cette question, et il a été convenu de revenir sur ce point à la prochaine réunion;

- le Comité a entendu un rapport du Président selon lequel ses consultations sur les quatrième, cinquième et sixième examens annuels de la mise en œuvre et du fonctionnement de l'Accord n'avaient pas abouti. Il a pris note des trois documents contenant ces examens annuels (G/VAL/W/29,

G/VAL/W/43 et G/VAL/W/77) et est convenu que le prochain Président examinerait la question au moyen de consultations entre les Membres intéressés;

- le Comité a pris note d'une déclaration des États-Unis dans laquelle ceux-ci soulignaient qu'il était important pour eux que les sociétés d'IAE abandonnent les systèmes d'évaluation basés sur la définition de la valeur de Bruxelles au profit du système de l'OMC. Ils surveillaient de près la situation;

- le Comité a pris note du rapport sur les travaux en cours du Comité technique de l'OMD.

9. À la réunion du 24 juillet 2001:

- le Comité a adopté le programme de travail sur l'assistance technique pour le renforcement des capacités en ce qui concerne la mise en œuvre et l'administration de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane, proposé par les Communautés européennes (G/VAL/W/82/Rev.1).

[10. À la réunion du 2 octobre 2001:

- le Comité a adopté son rapport au Conseil du commerce des marchandises;

- le Comité a élu un vice-président pour l'année 2001.]

ANNEXE¹**Notifications**

Membres	Membres ayant indiqué que leur législation restait valable dans le cadre de l'Accord de l'OMC (G/VAL/M/1)	Membres ayant communiqué leur législation ou les modifications y relatives conformément à l'article 22:1 et 22:2 de l'Accord	Membres ayant communiqué leurs réponses à la liste de questions (G/VAL/5)	Membres différant l'application de l'Accord conformément à l'article 20:1 ou au paragraphe 1 de l'annexe III de l'Accord
Afrique du Sud		VAL/1/Add.15 + Corr.1 + Suppl. 1-3 G/VAL/N/1/ZAF	VAL/2/Rev.1/Add.13	
Albanie	s.o.	G/VAL/N/1/ALB/1	Pas de notification	
Angola	s.o.	Pas de notification	Pas de notification	
Antigua & Barbuda	s.o.	Pas de notification	Pas de notification	
Argentine	G/VAL/N/1/ARG/1	VAL/1/Add.22 + Suppl. 1-4 + Suppl. 2/Rev.1	VAL/2/Rev.2/Add.4	
Australie	G/VAL/N/1/AUS/1	VAL/1/Add.14 + Suppl. 1-4	VAL/2/Rev.1/Add.12 + Suppl.1	
Bahreïn	s.o.			G/VAL/W/57 et Add.1-4 ²
Bangladesh	s.o.	Pas de notification	Pas de notification	
Barbade	s.o.	Pas de notification	Pas de notification	
Belize	s.o.	Pas de notification	Pas de notification	
Bénin	s.o.	Pas de notification	Pas de notification	
Bolivie	s.o.			G/VAL/W/37
Botswana	Pas de notification	VAL/1/Add.16	Pas de notification	
Brésil	G/VAL/N/1/BRA/1	VAL/1/Add.20 + Suppl.1 G/VAL/N/1/BRA/2 et 3	VAL/2/Rev.2/Add.3	
Brunéi Darussalam	s.o.	Pas de notification	Pas de notification	
Bulgarie	s.o.	G/VAL/N/1/BGR/1	G/VAL/N/2/BGR/1	
Burkina Faso	s.o.	Pas de notification	Pas de notification	
Burundi	s.o.			G/VAL/W/38
Cameroun	s.o.	Pas de notification	Pas de notification	
Canada	G/VAL/N/1/CAN/1	VAL/1/Add.17 + Suppl.1-3 G/VAL/N/1/CAN/2	VAL/2/Rev.1/Add.14 G/VAL/N/2/CAN/1	
Chili	s.o.	Pas de notification	Pas de notification	
Chypre	s.o.	VAL/1/Add.26 G/VAL/N/1/CYP/2	VAL/2/Rev.2/Add.7	
Colombie	s.o.	G/VAL/N/1/COL/1	Pas de notification	
Communautés européennes		VAL/1/Add.2 + Suppl.1-13 + Suppl.1 G/VAL/N/1/EEC/1/Rev.1	VAL/2/Rev.1/Add.6	
Congo	s.o.	Pas de notification	Pas de notification	
Corée	G/VAL/N/1/KOR/1	VAL/1/Add.19 + Suppl. 1-4 + Suppl.3/Corr.1 G/VAL/N/1/KOR/2	VAL/2/Rev.2/Add.1 + Suppl.1	
Costa Rica	s.o.	G/VAL/N/1/CRI/1	Pas de notification	

¹ Les documents dont la cote commence par "VAL" sont des documents du Tokyo Round. Les Membres qui ont indiqué que leur législation notifiée au titre de l'Accord du Tokyo Round restait valable dans le cadre de l'Accord de l'OMC (deuxième colonne) ne sont pas comptabilisés dans le total de la colonne relative aux Membres qui ont communiqué leur législation conformément à l'article 22:1 et 22:2 (troisième colonne) mais dans celui de la deuxième colonne. Le tableau reflète la situation à la date de distribution du présent rapport.

² La demande au titre du paragraphe 1 de l'annexe III est en suspens. Ce Membre n'est pas inclus dans le total.

Membres	Membres ayant indiqué que leur législation restait valable dans le cadre de l'Accord de l'OMC (G/VAL/M/1)	Membres ayant communiqué leur législation ou les modifications y relatives conformément à l'article 22:1 et 22:2 de l'Accord	Membres ayant communiqué leurs réponses à la liste de questions (G/VAL/5)	Membres différant l'application de l'Accord conformément à l'article 20:1 ou au paragraphe 1 de l'annexe III de l'Accord
Côte d'Ivoire	s.o.	Pas de notification	Pas de notification	
Croatie	s.o.	Pas de notification	Pas de notification	
Cuba	s.o.	G/VAL/N/1/CUB/1	Pas de notification	
Djibouti	s.o.	Pas de notification	Pas de notification	
Dominique	s.o.	G/VAL/N/1/DMA/1	Pas de notification	
Égypte	s.o.	Pas de notification	Pas de notification	
El Salvador	s.o.	Pas de notification	Pas de notification	
Émirats arabes unis	s.o.			G/VAL/W/83 ²
Équateur	s.o.	Pas de notification	Pas de notification	
Estonie	s.o.	G/VAL/N/1/EST/1	G/VAL/N/2/EST/1	
États-Unis	G/VAL/N/1/USA/1	VAL/1/Add.1 + Suppl.1-5	VAL/2/Rev.1/Add.1	
Fidji	s.o.	G/VAL/N/1/FJI/1	G/VAL/N/2/FJI/1	
Gabon	s.o.	G/VAL/N/1/GAB/1	Pas de notification	
Gambie	s.o.	Pas de notification	Pas de notification	
Géorgie	s.o.	Pas de notification	Pas de notification	
Ghana	s.o.	Pas de notification	Pas de notification	
Grenade	s.o.	Pas de notification	Pas de notification	
Guatemala	s.o.			G/VAL/33
Guinée, Rép. de	s.o.	Pas de notification	Pas de notification	
Guinée-Bissau	s.o.	Pas de notification	Pas de notification	
Guyana	s.o.	Pas de notification	Pas de notification	
Haïti	s.o.			G/C/W/256 et Rev.1 ³
Honduras	s.o.	Pas de notification	Pas de notification	
Hong Kong, Chine	G/VAL/N/1/HKG/1	VAL/1/Add.9	s.o.	
Hongrie	G/VAL/N/1/HUN/1	VAL/1/Add.6	VAL/2/Rev.1/Add.4	
Îles Salomon	s.o.	Pas de notification	Pas de notification	
Inde		VAL/1/Add.24 + Suppl.1 G/VAL/N/1/IND/2	VAL/2/Rev.2/Add.6	
Indonésie	s.o.	G/VAL/N/1/IDN/1	Pas de notification	
Islande	s.o.	G/VAL/N/1/ISL/1	G/VAL/N/2/ISL/1	
Israël	s.o.	G/VAL/N/1/ISR/1 + Corr.1	Pas de notification	
Jamaïque	s.o.	G/VAL/N/1/JAM/1	G/VAL/N/2/JAM/1	
Japon	G/VAL/N/1/JPN/1	VAL/1/Add.7	VAL/2/Rev.1/Add.8 G/VAL/N/2/JPN/1	
Jordanie	s.o.	G/VAL/N/1/JOR/1	G/VAL/N/2/JOR/1	
Kenya	s.o.	Pas de notification	Pas de notification	
Koweït	s.o.	Pas de notification	Pas de notification	
Lesotho	Pas de notification	VAL/1/Add.21 + Suppl.1	VAL/2/Rev.2/Add.2	
Lettonie	s.o.	G/VAL/N/1/LVA/1	G/VAL/N/2/LVA/1	
Liechtenstein	s.o.	G/VAL/N/1/LIE/1	Sans objet	
Lituanie	s.o.	Pas de notification	Pas de notification	
Macao, Chine	s.o.	G/VAL/N/1/MAC/1	s.o.	
Madagascar	s.o.	G/VAL/N/1/MDG/1	Pas de notification	
Malaisie	s.o.	G/VAL/N/1/MYS/1	G/VAL/N/2/MYS/1	
Malawi	G/VAL/N/1/MWI/1	VAL/1/Add.27	Pas de notification	
Maldives	s.o.			G/VAL/35
Mali	s.o.	Pas de notification	Pas de notification	
Malte	s.o.	G/VAL/N/1/MLT/1	G/VAL/N/2/MLT/1	
Maroc	s.o.	G/VAL/N/1/MAR/1 G/VAL/N/1/MAR/1/Rev.1 + Corr.1	G/VAL/N/2/MAR/1 G/VAL/N/2/MAR/2	

³ Demande en suspens au Conseil du commerce des marchandises en vertu de l'article IX de l'Accord.

Membres	Membres ayant indiqué que leur législation restait valable dans le cadre de l'Accord de l'OMC (G/VAL/M/1)	Membres ayant communiqué leur législation ou les modifications y relatives conformément à l'article 22:1 et 22:2 de l'Accord	Membres ayant communiqué leurs réponses à la liste de questions (G/VAL/5)	Membres différant l'application de l'Accord conformément à l'article 20:1 ou au paragraphe 1 de l'annexe III de l'Accord
Maurice	s.o.	G/VAL/N/1/MUS/1	G/VAL/N/2/MUS/1	
Mauritanie	s.o.			G/VAL/29
Mexique	Pas de notification	VAL/1/Add.25 + Suppl. 1-3 + Suppl.1/Rev.1	VAL/2/Rev.1/Add.10 VAL/2/Rev.2/Add.8	
Moldova	s.o.	Pas de notification	Pas de notification	
Mongolie	s.o.	Pas de notification	Pas de notification	
Mozambique	s.o.	Pas de notification	Pas de notification	
Myanmar	s.o.			G/VAL/28
Namibie	s.o.	G/VAL/N/1/NAM/1	Pas de notification	
Nicaragua	s.o.	Pas de notification	Pas de notification	
Niger	s.o.			WT/Let/301
Nigéria	s.o.	Pas de notification	Pas de notification	
Norvège	G/VAL/N/1/NOR/1	VAL/1/Add.11 + Corr.1 + Suppl. 1-2	VAL/2/Rev.1/Add.7	
Nouvelle-Zélande	G/VAL/N/1/NZL/1	VAL/1/Add.12 + Suppl.1	VAL/2/Rev.1/Add.10	
Oman	s.o.	G/VAL/N/1/OMN/1	G/VAL/N/2/OMN/1	
Ouganda	s.o.	Pas de notification	Pas de notification	
Pakistan	s.o.	G/VAL/N/1/PAK/1	Pas de notification	
Panama	s.o.	G/VAL/N/1/PAN/1	G/VAL/N/2/PAN/1	
Papouasie-Nouvelle-Guinée	s.o.	Pas de notification	Pas de notification	
Paraguay	s.o.	Pas de notification	Pas de notification	
Pérou	s.o.	Pas de notification	Pas de notification	
Philippines	s.o.	G/VAL/N/1/PHL/1	Pas de notification	
Pologne	s.o.	VAL/1/Add.28 G/VAL/N/1/POL/1 et 2	G/VAL/N/2/POL/1	
Qatar	s.o.	Pas de notification	Pas de notification	
République centrafricaine	s.o.	Pas de notification	Pas de notification	
République démocratique du Congo	s.o.	Pas de notification	Pas de notification	
République dominicaine	s.o.	G/VAL/N/1/DOM/1	Pas de notification	
République kirghize	s.o.	G/VAL/N/1/KGZ/1	G/VAL/N/2/KGZ/1	
République slovaque	G/VAL/N/1/SVK/1	VAL/1/Add.18 + Suppl.1/Corr.1-2	VAL/2/Rev.1/Add.15 + Suppl.1	
République tchèque	s.o.	VAL/1/Add.18 + Suppl.1/Corr.1-2 G/VAL/N/1/CZE/1, 2 et 3	VAL/2/Rev.1/Add.15 + Suppl.1 G/VAL/N/2/CZE/1	
Roumanie	s.o.	VAL/1/Add.8 + Suppl. 1-2 G/VAL/N/1/ROM/1 et 2	VAL/2/Rev.1/Add.9	
Rwanda	s.o.			G/VAL/W/84 ²
Saint-Kitts-et-Nevis	s.o.	Pas de notification	Pas de notification	
Saint-Vincent-et-les Grenadines	s.o.	Pas de notification	Pas de notification	
Sainte-Lucie	s.o.	Pas de notification	Pas de notification	
Sénégal	s.o.	G/VAL/N/1/SEN/1	Pas de notification	
Sierra Leone	s.o.	Pas de notification	Pas de notification	
Singapour	s.o.	G/VAL/N/1/SGP/1	G/VAL/N/2/SGP/1	
Slovénie	s.o.	G/VAL/N/1/SVN/1 et 2	G/VAL/N/2/SVN/1	
Sri Lanka	s.o.			G/VAL/41
Suisse	G/VAL/N/1/CHE/1	VAL/1/Add.5	s.o.	

Membres	Membres ayant indiqué que leur législation restait valable dans le cadre de l'Accord de l'OMC (G/VAL/M/1)	Membres ayant communiqué leur législation ou les modifications y relatives conformément à l'article 22:1 et 22:2 de l'Accord	Membres ayant communiqué leurs réponses à la liste de questions (G/VAL/5)	Membres différant l'application de l'Accord conformément à l'article 20:1 ou au paragraphe 1 de l'annexe III de l'Accord
Suriname	s.o.	G/VAL/N/1/SUR/1	Pas de notification	
Swaziland	s.o.	Pas de notification	G/VAL/N/2/SWZ/1	
Tanzanie	s.o.	Pas de notification	Pas de notification	
Tchad	s.o.			WT/Let/237
Thaïlande	s.o.	Pas de notification	Pas de notification	
Togo	s.o.	Pas de notification	Pas de notification	
Trinité-et-Tobago	s.o.	G/VAL/N/1/TTO/1	G/VAL/N/2/TTO/1	
Tunisie	s.o.	Pas de notification	Pas de notification	
Turquie	G/VAL/N/1/TUR/1	VAL/1/Add.29 G/VAL/N/1/TUR/1 et 2	Pas de notification	
Uruguay	s.o.	G/VAL/N/1/URY/1	G/VAL/N/2/URY/1	
Venezuela, Rép. bolivarienne du	s.o.	Pas de notification	Pas de notification	
Zambie	s.o.	G/VAL/N/1/ZMB/1	Pas de notification	
Zimbabwe	G/VAL/N/1/ZWE/1	VAL/1/Add.23	VAL/2/Rev.2/Add.5	
TOTAL	14	45 ⁴	39	13

⁴ Ce chiffre exclut les Membres qui ont présenté une notification au titre de la décision visée dans la première colonne.